

Entre révolution et répression : vers une transition démocratique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ?

Le Caire et Ottawa, le 2 Juin 2011, Table Ronde

Rapport et recommandations



Un rapport de Razmik Panossian et Marc Lemieux, basé sur les notes d'Elizabeth Kellett et Yasmine Farret

Remerciements

Paix Durable est reconnaissante pour le soutien financier du Centre International de Recherche pour le Développement qui a permis à cette table ronde de voir le jour. Nous souhaitons aussi remercier Ann Weston, Aboudou Karimou Adjibade et Roula El-Rifai d'IDRC pour leurs conseils et soutien ainsi que Mazen Chouaib, Samuel Rizk, Marc Lemieux, Peter Jones, Razmik Panossian, May Telmissany, Ryme Seferdjeli, Yasmine Farret et Elizabeth Kellet pour leur aide précieuse à la mise en place de cette Table Ronde et ce rapport.

Peacebuild - The Canadian Peacebuilding Network / Paix Durable - Le réseau canadien pour la consolidation de la paix
1216 – 1 Rue Nicholas Street, Ottawa, Ontario K1N 7B7 Canada info@peacebuild.ca Tel: + 613 241 3446 www.peacebuild.ca



Introduction

« ...Les évènements qui se déroulent dans le monde arabe aujourd'hui sont extrêmement significatifs et porteurs d'espoir. Malgré les turbulences politiques dans un certain nombre d'environnements nationaux et la probabilité que de profonds changements dans la culture sociale et politique ne s'effectueront qu'à la condition d'efforts persistants, cela reste cependant une grande éventualité – un moment d'affirmation de ce qui a été accompli, et pour regarder vers le futur avec un esprit ouvert à de nouvelles possibilités. » – Nathan Funk

Le 2 juin 2011, Paix durable, avec le soutien financier du Centre de Recherche pour le Développement International, a organisé une journée de discussions sur les changements récents ayant pris place au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Un des objectifs de la table ronde était le partage d'informations récentes sur les problèmes politiques actuels et à long terme et les dynamiques liées à la transition démocratique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord dans le but d'évaluer les aires d'un possible soutien pour les transitions démocratiques dans la région. Les autres objectifs visaient à identifier les domaines pertinents à l'expertise canadienne – diasporas, ONG, académique, domaine commercial, gouvernemental et, basé sur les réflexions et discussions, générer un ensemble de politiques et/ou recommandations pour un soutien individuel, non-gouvernemental, académique et pour le Gouvernement du Canada.

Les experts du Caire, Ottawa et Montréal étaient reliés à un large débat basé sur l'écoute d'opinions expertes et activistes provenant de l'épicentre du changement régional – l'Égypte. Parmi les questions explorées durant la vidéoconférence du bureau régional de l'IDRC au Caire, avec Hossam Baghat, activiste lié aux droits de l'Homme ; Mustafa El-Labbad, analyste stratégique ; May Telmissany, auteur et activiste et l'experte régionale Roula-el-Rifai, se trouvaient: quelle est la composition des mouvements de réforme dans la région et quels sont leurs objectifs ? Quelle est l'influence réelle de l'islam politique dans le Moyen-Orient et dans quelle direction va-t-il ? Quel a été le rôle des forces armées durant ces transitions.

A Ottawa, les participants se sont ensuite concentrés sur le rôle des diasporas au niveau de leur contribution au mouvement démocratique en Égypte, Tunisie, Syrie et ailleurs, ainsi que les dynamiques et les obstacles à l'engagement citoyen. Cette exploration se faisait grâce aux présentations de Mokhtar Lamani, diplomate international ; activiste tunisien-canadien Haroun Bouazzi par téléconférence de Montréal ; Samuel Rizk, expert en résolution de conflit ; Adel Iskandar, Université de Georgetown et analyste politique et médiatique ; et David Comerford, président du Conseil National Canadien sur les Relations Arabo-Canadiennes.

Un troisième panel composé de Grant Kippen, expert en gouvernance et élections ; Lara Arjan, agent régionale pour Droits et Démocratie ; expert en réforme démocratique et gouvernance Mazen Chouaib ; Reem Bahdi, experte en réforme juridique ; et académique et praticien en religion et construction de la paix, Nathan Funk, s'est concentré sur quel type de gouvernance canadienne et d'expertise démocratique – non-gouvernementale, académique et gouvernementale – peut être le meilleur soutien en vue d'une transition démocratique dans la région ?

En plus des présentateurs, 30 autres participants ainsi que les modérateurs des différents panels – Peter Jones, Ann Weston, Marc Lemieux et Razmik Panossian – ont permis d’apporter aux discussions une richesse d’expériences et de savoir.

Ce qui suit est un résumé analytique des principaux points de discussion, suivi par une série de recommandations pour le Gouvernement canadien et les organisations de la société civile.

Résumé des discussions

Les révolutions du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord ont profondément altéré ces sociétés. Cependant, la transformation réelle requiert un engagement constant. « Notre transition n’a pas encore débutée » a observé un des présentateurs. La compréhension de ces changements nécessite une analyse en profondeur ainsi qu’une vision sur le long terme, faisant de la complexité de ces révolutions en cours le premier argument émergent des discussions. Il existe une multiplicité d’opinions au sein de chaque pays au regard de certaines questions fondamentales. Par exemple, sur quelles fondations la nouvelle Egypte devrait être construite ? Sur des fondations séculaires ou islamiques ? Quelle devrait être la séquence entre les élections (parlementaires et présidentielles), la réforme constitutionnelle et la justice transitionnelle ? Même les acteurs impliqués dans ces sociétés ne possèdent pas une réponse claire à ces questions – ils sont simultanément les acteurs du changement et les sujets de forces structurelles trop importantes. Il existe cependant une certitude : il n’y a pas de formule prédéfinie à suivre. Les révolutions du Moyen-Orient et d’Afrique du Nord sont différentes des expériences révolutionnaires passées dans le sens où elles sont « sans chef de file » ; en effet, elles sont dépourvues d’un parti de tête, de leader charismatique et d’un leadership institutionnalisé. Les révolutions ont été pour le moment des pratiques démocratiques. Afin de consolider leurs impulsions démocratiques et égalitaires, il est important d’établir un nouveau concept de citoyenneté basé sur des principes démocratiques tels que la dignité, la justice sociale et l’autorité de la loi. Ces principes ne requièrent pas uniquement le renforcement des institutions mais aussi une transformation culturelle. Le schisme entre l’ancienne et la nouvelle génération ainsi que leurs différentes perspectives sur la mobilisation populaire, l’autorité politique et l’engagement civique créent un défi démographique. Les révolutions du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord ont aussi un impact sur les dynamiques régionales, et plus particulièrement sur le conflit israélo-palestinien créant un véritable « facteur de terreur » pour l’Etat d’Israël. De plus, les changements dans la région ont profondément affecté les diasporas. L’intérêt dans les pays d’origine, le désir de s’impliquer dans les mouvements sur le terrain et la mobilisation sur le territoire canadien, américain et ailleurs ont permis de dynamiser et d’unifier à un certain degré les communautés issues des différentes diasporas. Ceci, sans aucun doute, aura un effet sur la politique intérieure du Canada et pourrait potentiellement influencer les politiques futures du Canada pour la région. Les nouveaux médias ont joué un rôle crucial dans les révolutions, ainsi que dans les liens entre le pays d’origine et la diaspora, il n’y a aucun doute à ce sujet. Cependant, il existe un désaccord quant à savoir si les nouveaux médias ont été un simple instrument ou un outil de changement au sein des dynamiques sociales de la région. Il est inutile de rappeler que l’armée reste un acteur clé dans ces transitions, jouant un rôle central dans les changements en cours. Sa réforme, la surveillance civile ainsi que la dé-sécurisation de l’Etat restent des défis importants. Enfin, les demandes

de justice de transition ont aussi émergées, bien que l'usage des termes « commission de vérité » et « réconciliation » ne résonne pas positivement au sein du monde arabe. En termes de recommandations, il existe une demande pour un engagement canadien dans la région, allant d'un soutien technique aux liens entre sociétés civiles, basé sur l'humilité et la consistance.

Premier panel : Les courants du changement (au Caire, par vidéoconférence)

Présentateurs : Mustafa El-Labbad, Hossam Bahgat, May Tellmissany, Roula El-Rifai, avec les commentaires d'ouverture d'Ann Weston et David Lord.

Le « printemps arabe » a commencé début 2011, mais pour l'instant son aboutissement final n'est pas encore clair. Il existe trois différentes possibilités : un changement démocratique réel, des concessions partiales ou illusoire du fait que le pouvoir réel reste dans les mains des élites prérévolutionnaires, ou une répression couronnée de succès. Pendant que tous les participants à la table ronde supportent un changement démocratique réel, les éléments de ces trois dernières possibilités sont en jeu actuellement dans la région. Quelles seraient les mesures à prendre afin d'assurer la réussite de la transition démocratique ainsi que sa consolidation ? Cette dernière question fut au centre des délibérations.

Quatre groupes d'acteurs jouent un rôle central en Egypte : l'armée (qui a rejeté le Président Hosni Moubarak), les Frères Musulmans (qui sont le groupe politique le plus organisé dans l'opposition), l'élite du monde des affaires (qui contrôle une part importante de l'économie, ainsi que les médias privés) et le mouvement de jeunesse ainsi que les organisations de la société civile telles que les ONG relatives aux droits de l'Homme (qui ont réellement lancé la révolution de la place Tahrir). Il semble qu'une sorte « d'alliance » ou au moins une convergence d'intérêts soit en train d'émerger entre les Frères Musulmans, l'armée et l'élite du monde des affaires. Ce « triangle » mène cependant à la marginalisation du mouvement de jeunesse et des groupes non-religieux de la société civile qui étaient aux premières lignes de la révolution.

Ces dynamiques sont indicatives de la multitude de perspectives et d'intérêts existant au sein du pays et il est important de les accepter car tous ces acteurs sont une partie intégrante de la société égyptienne et de la réalité politique actuelle. Il est connu que le Conseil Militaire, au pouvoir actuellement, ne cèdera pas le pouvoir avant d'avoir obtenu certaines concessions au regard de ses propres intérêts militaires (et économiques) de la part des futurs dirigeants qui seront représentatifs de la société civile. De plus, les Frères Musulmans, et d'autres partis extrémistes religieux, peuvent désormais opérer librement, renforçant ainsi leur soutien populaire et leur impact politique.

Des quatre groupes d'acteurs, le mouvement de jeunesse et les ONG relatives aux droits de l'Homme sont les plus faibles en termes de capacité institutionnelle et démontrent un leadership incertain. Ainsi, ce secteur devrait être l'objet d'une assistance ciblée dans le but d'amorcer sa consolidation en tant que puissance politique efficace.

Par exemple, les mouvements des droits de l'Homme en Egypte et ailleurs dans le monde arabe se sont concentrés à exposer les violations conduites par les régimes oppressifs tout en opérant dans un environnement hostile. Désormais, là où les révolutions ont été un

succès, les activistes des droits de l'Homme sont appelés à formuler des politiques dans ce domaine. Ces derniers, n'ont plus besoin de prouver les violations, mais de suggérer des moyens de les prévenir afin de fournir un plan d'action pour les nouveaux gouvernements. Ils ne sont pas équipés dans ce but, et doivent donc apprendre à naviguer dans des eaux nouvelles, opérant dans un environnement beaucoup plus ouvert.

Le nouvel objectif pour la démocratie et les activistes des droits de l'Homme inclus de préconiser un contrôle civil au lieu de militaire (c'est-à-dire une supervision parlementaire et judiciaire), l'assurance que la nouvelle liberté acquise des médias ne soit pas remise en question, recommander un processus de réformes compréhensif et systématique au lieu des changements improvisés qui prennent place actuellement, continuant ainsi la lutte pour la justice, les libertés civiles incluant l'égalité des sexes et la liberté religieuse, ainsi que la suggestion de réformes économiques qui assurent que la population pauvre soit incluse. En résumé, il est important que la société civile s'assure qu'un autre système politique basé sur les violations des droits de l'Homme et l'injustice ne réapparaisse pas.

La justice transitionnelle, incluant la réconciliation et des commissions de vérité, les programmes d'amnistie, etc., pourraient générer des initiatives bénéfiques à la démocratie. Il n'existe cependant pas dans ce domaine un « modèle arabe » pertinent. En fait, la notion de « réconciliation » possède une connotation négative dans la région du Moyen-Orient et en Afrique du Nord car elle est associée à l'échec des négociations israélo-palestiniennes. De même que le langage lié au concept de justice transitionnelle est étranger à la région et est communément lié au Rwanda et l'Afrique du Sud. Ce fait est regrettable car les individus ne réalisent pas à quel point les relations sociales sont détruites et combien de travail envers la construction de la paix est requis afin de les reconstruire. Ceci est le soi-disant côté « doux » de la reconstruction des sociétés qui entre en contraste avec la construction « dure » des institutions. En plus de la reconstruction économique et politique, il est impératif que la culture politique change afin de permettre l'établissement de relations sociales équitables où le pluralisme est mis en valeur.

Il existe une vive discussion en Egypte sur la question des fondations sur lesquelles le pays devrait être reconstruit, incluant les débats concernant la constitution. L'initiative prônant un « Etat séculier », par exemple, suggère l'abolition de l'article deux de la constitution qui stipule que « L'islam est la religion d'Etat, l'arabe est la langue officielle, et la principale source de législation est la jurisprudence islamique. (Charia) ». Citant le droit à l'égalité des citoyens et craignant l'islamisation du pays au détriment de ses minorités et des droits de l'Homme, l'Etat séculier s'est embarqué dans une campagne d'éducation et de promotion. D'autres, cependant, sont en désaccord avec cette approche, soucieux d'ouvrir le « débat identitaire ». Selon ces derniers, cela serait préjudiciable au mouvement démocratique car il forcerait les égyptiens à choisir entre l'islam et le sécularisme. En effet, leur argument est qu'une telle initiative serait bénéfique aux islamistes qui rallieront la population selon les identités politiques, détruisant ainsi le consensus actuel sur les principes démocratiques se transformant alors en un rappel de la politique conduite par Moubarak.

A la racine de tels débats se trouve la peur envers les Frères Musulmans et l'islamisme radical. Si ces derniers étaient amenés au pouvoir, transformeront-ils l'Egypte en un Etat intolérant ou joueront-ils selon les règles du jeu démocratique en tant que parti politique, comme la droite religieuse en Occident ? Certains pensent que la peur des islamistes est exagérée, alors que d'autres sont assez craintifs. Comme un des présentateurs l'a

mentionné, « Nous avons aussi un Tea Party dans notre pays ». D'autres, préviennent que des mouvements contre-révolutionnaires sont déjà en préparation par des mouvements anti-démocratiques et qu'un régime oppressif peut être remplacé par un autre. Un modèle politique islamique, associé à un système économique porteur de connotations religieuses et soutenu par une classe économique conservatrice proche des Frères Musulmans peut potentiellement émerger comme force dominante en Egypte. Conserver l'espace public séculier et multidimensionnel sera un défi. Il est important de rappeler que même les Frères Musulmans ont été sévèrement affecté par les récents évènements et que leur branche composée de jeunes individus est plus proche du mouvement démocratique que les dirigeants du parti, certaines forces au sein de la société utilisent le langage des droits de l'Homme et de la démocratie pour poursuivre d'autres objectifs.

Le débat politique mis à part, la situation économique déclinante ne doit pas être oubliée. Cette dernière constitue une grande menace aux gains de la révolution dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Il est donc important de combiner réforme politique et économique. Les défis économiques ne sont pas uniquement confinés à la corruption et la transparence, qui sont souvent mentionnées, mais touchent aussi des problèmes systémiques qui doivent être adressés. Les soulèvements ne sont pas uniquement à propos des dictatures mais aussi à propos de la justice sociale.

Au niveau régional, personne ne sait quel impact va avoir les transitions sur le processus de paix israélo-palestinien. Cependant, il existe quelques indications. Tout d'abord, il est connu que la mobilisation et l'organisation de la jeunesse a joué un rôle dans la réconciliation entre le Fatah et le Hamas. Ensuite, l'Egypte joue un rôle encore plus actif en Palestine ; par exemple, l'armée égyptienne est en discussion avec le Hamas, et il existe même des pourparlers dans le but de transférer les bureaux du Hamas de la Syrie à l'Egypte. Troisièmement, il a émergé en Israël une crainte concernant la continuation de l'isolement du pays dans la région, puisque des pays arabes autrefois amicaux mènent des politiques plus strictes à l'égard de l'Etat d'Israël, prenant en compte l'opinion publique irritée par des négociations sans fin et sans résultat quelconque. Enfin, à la lumière de l'intervention militaire en Libye, certains individus dans la région s'inquiète du « où ensuite » ? La peur est que l'Occident puisse intervenir ailleurs et directement ou indirectement détruire les mouvements de démocratisation.

La tâche à venir n'est rien de moins que de reconstruire les pays suite aux révolutions politiques – de la réforme du secteur sécuritaire aux universités, de la réforme du gouvernement local à la justice économique. Pour certains, le temps de se battre sur tous les fronts est venu. D'autres, veulent enchaîner les différents défis. L'unique élément de certitude est l'exigence d'être flexible, combinant idéalisme et réalisme. Dans tous les pays, la situation reste en changement constant. Par exemple, dès que la « feuille de route » a été déterminée en Egypte, elle fut changée. La « route » initiale envisageait les élections parlementaires en premier (afin d'avoir une assemblée constituante pour réécrire la constitution) et les changements constitutionnels en second, puis, une autre élection parlementaire (pour l'assemblée législative) et enfin les élections présidentielles. Mais le débat continu. Du fait des manifestations et de la pression populaire, il semble maintenant que la constitution sera écrite avant les élections parlementaires. Certains désapprouvent, voulant tenir des élections dès que possible afin de maintenir l'armée hors du gouvernement. Pour ces derniers, écrire une constitution en premier, par des experts,

pendant que le Conseil Militaire constitue le gouvernement provisoire est anti-démocratique.

La région entière est en train de subir une période de changements fondamentaux. Dans certains pays, les révolutions ont été une réussite, dans d'autres, les manifestations continuent et les régimes s'effondrent brutalement. Des situations décourageantes restent tout de même d'actualité. Cependant, l'enthousiasme sans précédent soutenant le changement démocratique reste inébranlable.



Deuxième panel : L'engagement citoyen et le support extérieur

Modératrice: Ann Weston. Présentateurs : Adel Iskandar, David Camerford, Mokhtar Lamani, Samuel Rizk, Haroun Bouazzi (par téléconférence).

Les révolutions ne surgissent pas de nulle part, elles sont fabriquées. Leurs racines sont profondément ancrées dans la société. Dans le cas du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, la jeunesse et les acteurs de la société civile ont réagi contre la stagnation que leurs sociétés ont enduré pendant des décennies. Pendant trop longtemps, ils ont été instruits par leur propre gouvernement que leur unique choix était entre le changement social et politique violent propre à Al-Qaeda ou la soumission au statu quo autoritaire. Le même argument a été présenté aux puissances occidentales. Les manifestants à travers le monde arabe sont en train de démontrer à quel point cette pensée était erronée et quels ont été les moyens utilisés dans le but de soutenir les régimes dictatoriaux stagnants.

De plus, les révolutions ont permis de mettre à jour l'hypocrisie occidentale – l'écart entre sa rhétorique et ses actions ainsi que ses incohérences de pays à pays – et en même temps, elles ont permis d'exposer l'inutilité de la rhétorique violente et extrémiste d'Al-Qaeda en tant qu'unique solution au changement. Il existe une décision consciente des mouvements de masse en Tunisie, Egypte, Syrie et ailleurs de ne pas faire usage de la violence. « Salmi », dans la langue arabe signifie pacifique et a été utilisé lors de chaque manifestation dans tout le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Les mouvements ont réellement été « fait maison », inclusifs, basés sur une large coalition et mettant l'accent sur l'engagement citoyen. Ainsi, la nouvelle société que les manifestants veulent construire est basée sur les principes de citoyenneté, des droits de l'Homme et le respect du pluralisme.

L'impact des révolutions sur les relations musulmans-chrétiens en Egypte est à prendre en considération. Même si il est trop tôt pour conclure qu'il y a eu des progrès considérables, il semble qu'il y ait une amélioration au niveau des relations intercommunautaires malgré des épisodes de violence instigués par l'ancien régime. Dans le passé, sous Moubarak, les relations musulmans-chrétiens étaient considérées comme faisant part de la « sécurité nationale » et étaient donc traitées en tant que problème militaire. Des compromis informels ont été conclus lorsqu'il y avait conflit et puisqu'il n'existait aucune garantie que les minorités soient protégées, les communautés chrétiennes comptaient sur elles-mêmes au lieu de l'Etat pour défendre leurs droits et intérêts. De plus grandes tensions sectaires sont apparues au fur et à mesure que les initiatives de dialogue interreligieux proliféraient, comme si les réponses face aux tensions avaient peu ou aucun impact. Après le 25 janvier, il y a de la place pour « l'Autre », il existe désormais une volonté d'accommoder les minorités et de collaboration dans un esprit démocratique.

L'usage de la force brute contre les manifestants est toujours un moment décisif entre l'Etat et ses citoyens. Elle a pour effet de renforcer le pouvoir des manifestants car il expose le mythe de l'Etat protecteur de ses citoyens. Le mouvement de jeunesse a pu voir au-delà de cette approche paternelle. Les jeunes individus ont systématiquement sapé le pouvoir des dictatures en utilisant les technologies nouvelles. Les soulèvements n'étaient pas uniquement contre des dictateurs spécifiques, ils étaient la critique du rôle et de la nature même de l'Etat.

Les nouvelles technologies sont au cœur du mouvement démocratique. L'espace public virtuel qu'elles ont permis de créer a fourni un environnement de délibérations extensif et dynamique. C'est un espace qui ne peut être contrôlé ou fermé aisément. Il a aussi contribué au développement d'un environnement favorable à la construction d'un consensus. Par exemple, des grandes discussions virtuelles ont été tenues en Egypte concernant l'importance des manifestations pacifiques. L'égalitarisme du cyberspace a permis de rassembler des individus et des problèmes qui sont habituellement séparés. A ce titre, les composantes politiques et sociales des mouvements de masse ont été entrecoupées. Les individus ont même voté sur des problèmes prioritaires dans cette « agora » virtuelle. A travers les nouveaux médias, les violations des droits de l'Homme et les abus du régime ont été exposés. Ceci a permis de minimiser l'impunité puisque des documents audiovisuels ont fait office de preuve contre les mensonges du gouvernement. Les citoyens sont devenus des journalistes et ont même surpassé les médias traditionnels en termes de couverture et de dissémination de l'information. Enfin, les nouvelles technologies n'ont pas seulement aidé les diasporas arabes à s'impliquer dans les mouvements mais ont aussi joué un rôle significatif dans la facilitation du flux d'information, le rassemblement des individus et la promotion des plateformes de discussion.

Cependant, aussi importante que les nouvelles technologies sont, elles ne devraient pas être créditées d'avoir planifié les révolutions. Comme l'un des présentateurs l'a noté, « Facebook n'a pas fait la révolution, c'est le peuple ! » Facebook, Twitter et autres espaces virtuels ont joué un rôle important mais non majeur. Ce sont des instruments. En Tunisie, la population est allée dans les rues sans vérifier leur page Facebook. Cependant important, les vidéos et les photos prises ont été téléchargées dans les espaces virtuels permettant aux réseaux d'information comme Al Jazeera de les utiliser. Les nouvelles technologies ont certainement

joué un rôle instrumental en connectant les tunisiens-canadiens aux manifestations dans les rues de Tunis.

La diaspora tunisienne au Canada est de petite envergure – elle est composée d'environ 16,000 individus au total, 7,000 d'entre eux vivent à Montréal – mais a été efficace car elle était déjà organisée avant que les soulèvements débutent. La diaspora a été un instrument dans l'exposition des violations du régime et des excès du Président Zine Al-Abidine Ben Ali. Les tunisiens au Canada se sont engagés, avec réussite, avec les médias canadiens et le public, transmettant les messages clés du mouvement démocratique. Significativement, ceci a changé le paradigme sur la manière dont les canadiens ordinaires perçoivent le monde arabe. Les citoyens canadiens, de toutes les origines, ont pu reconnaître leur visage dans les manifestations ayant lieu dans des endroits éloignés.

Après le départ de Ben Ali, la diaspora tunisienne a changé de direction. Elle a mobilisé l'opinion publique au Canada contre l'arrivée de certains membres de la famille de ce dernier à Montréal. Grâce à son action, les lois canadiennes ont été modifiées permettant au gouvernement canadien de geler les atouts financiers des dictateurs étrangers et de leur famille au Canada. Actuellement, la diaspora tunisienne se concentre sur les changements qui s'effectuent au niveau de son pays d'origine. L'assemblée constituante à Tunis, chargée de réécrire la constitution aura des représentants des communautés de la diaspora. L'activisme médiatique de la diaspora est actuellement moins dominant depuis que les médias tunisiens sont libres. En fait, à ce niveau, il est plus avisé de réduire l'intervention étrangère en Tunisie afin que les tunisiens, eux-mêmes, décident du futur de leur pays.

Il devrait aussi être mentionné que les organisations de la diaspora tunisienne ont aidé les autres communautés arabes au Canada à mieux s'organiser et à planifier des manifestations publiques en soutien aux révolutions démocratiques dans leur propre pays.

Les diasporas ne sont pas des entités cohérentes ou unifiées. Il y a environ un demi-million d'arabes canadiens. Ces derniers sont divisés selon le pays d'origine, la religion, l'idéologie (séculaire, religieuse, libérale, traditionnelle), les raisons du départ (immigrant ou réfugié), la classe, etc. Il existe une pléthore d'organisations arabes canadiennes, des services sociaux communautaires aux institutions nationales telles que le Conseil National sur les Relations Arabo-Canadiennes et la Fédération Arabe Canadienne. Dans le passé, les organisations nationales ont eu des difficultés significatives à mobiliser les canadiens d'origines arabes. Il y a eu un certain activisme sur la question israélo-palestinienne, et après le 11 Septembre, sur les droits de l'Homme des arabes canadiens. Maintenant, les arabes à l'étranger se mobilisent autour d'événements concernant leur pays d'origine, comme si les communautés de la diaspora étaient en « incubation » attendant que la « rue » au Moyen-Orient et en Afrique du Nord se réveille. Les priorités convergent désormais entre la diaspora et le pays d'origine.

Plusieurs initiatives émergent des diasporas. Certains à l'étranger veulent déménager en Egypte ou en Tunisie pour contribuer au mouvement démocratique. D'autres, souhaitent se rendre là-bas en temps qu'experts pour une courte période. Les valeurs des droits de l'Homme, de l'autorité de la loi, de tolérance et de pluralisme unifient les communautés de la diaspora et simultanément, à travers leur implication dans les révolutions, imprègnent plus profondément ces valeurs dans les pays d'origine. Mais, ce n'est qu'un seul côté de l'histoire. Les diasporas sont influencées par le pays d'accueil où elles se sont établies. Ainsi,

les égyptiens qui ont travaillé dans les pays du Golfe Persique reviennent souvent avec plus de valeurs conservatrices, influencés par les idées anti-démocratiques et les notions radicales de l'Islam. En bref, les diasporas sont des lames à double tranchant. Même si les diasporas ne font pas partie, métaphoriquement parlant, du « contrat social de la place Tahrir », leur contribution aux mouvements démocratiques est généralement plus appréciée dans leur pays d'origine.

Le gouvernement canadien a exprimé des opinions pro-israéliennes fermes opposées aux perceptions de la plupart des membres de la diaspora arabo-canadienne. Ceci a été un défi pour les arabes canadiens. Cependant, alors que les associations de la diaspora s'organisent de mieux en mieux, alors qu'elles favorisent plus de débats au sein du Canada sur sa politique extérieure vis-à-vis du Moyen-Orient, et alors qu'elles s'engagent de plus en plus dans l'établissement des politiques à Ottawa et dans les capitales provinciales, elles arriveront à éventuellement influencer la position du gouvernement.



Troisième panel : Les moteurs du changement et le soutien à la démocratisation

Modérateur : Marc Lemieux. Présentateurs : Nathan Funk, Lara Arjan, Reem Bahdi, Grant Kippen, Mazen Chouaib

Parmi les questions posées au canadiens durant les missions d'enquêtes se trouvent : de quelles manière les élections et le système électoral peuvent répondre du mieux possible aux standards internationaux de transparence et de responsabilisation ? Comment aller d'une mobilisation à une représentation dans une constitution qui reflète vraiment les attentes populaires ? De quelle manière les institutions parlementaires ou gouvernementales peuvent-elles être soutenues afin de mieux servir le peuple ? De quelle manière la gouvernance et les demandes locales peuvent-elles se rencontrer ?

La question d'assurer un rôle canadien dans la construction démocratique post-Moubarak n'est pas celle de trouver des canadiens mais de fournir le financement. L'expertise canadienne existe dans la région en termes de surveillance d'élections, selon un exercice international sponsorisé par Elections Canada évaluant différents critères (loi électorale, les commissions, l'enregistrement, le financement, etc.) de la composition du processus électoral irakien de 2005. Les canadiens peuvent et ont assisté des parlements dans la formulation de la législation et pour des projets de réforme législative. Les groupes de la société civile canadienne accueillent une grande variété d'experts essentiels à réaction rapide qui peuvent être déployés pour des efforts dans le domaine du renforcement des institutions. Il est important de reconnaître que le Canada a soutenu le régime de Moubarak

pendant des décennies, notre rôle dans le soutien de la transition démocratique en Egypte doit être modéré par une sensibilité à la question du transfert du pouvoir et l'expertise disponible. Les canadiens sont les bienvenus, par exemple, dans le domaine de la formation des partis politiques qui sont pour la plupart désorganisés. Etant donné notre plaidoyer global pour les des droits de l'Homme, il nous est possible de fournir notre assistance afin de s'assurer que la législation respecte les standards des droits de l'Homme au niveau international. Si le but est d'établir une confiance mutuelle et obtenir des objectifs communs de gouvernance démocratique, les canadiens fournissant une assistance doivent voir leurs interlocuteurs égyptiens comme des partenaires et des pairs, non pas comme des étudiants ou des subordonnés. L'Egypte abrite une civilisation beaucoup plus ancienne que le Canada. Le développement d'une culture et d'un engagement envers les droits de l'Homme ainsi que l'autorité de la loi requiert l'approbation de l'ensemble de la population. La légitimité d'aller de l'avant est absolument nécessaire.

Les révolutions en Egypte et Tunisie ont offerts aux canadiens l'opportunité de réévaluer et renouveler leurs relations à la société de ces pays. Comme mentionné par l'un des présentateurs, les murs de terreur ont été détruits, une capacité à des actions pacifiques a été découverte et un nouveau narratif régional commence à émerger : un narratif de dignité, d'espoir et de reprise de pouvoir. Les Rapports arabe sur le développement humain (2002 - 2005) soutenus par les Nations Unies soulignent les déficits régionaux en connaissances, gouvernance et égalité des sexes, et offrent ainsi une feuille de route impérative pour un changement transformateur et ne devraient pas être ignorés.

Alors que les acteurs de la société civile de la région s'efforcent de mettre à jour les ressources, les canadiens doivent être à l'écoute avant de concevoir des programmes de soutien. Dans cet esprit, les participants aux révolutions peuvent permettre au monde de bénéficier de l'expérience du Printemps Arabe en enregistrant et détaillant leurs histoires et visions. Quels secteurs du domaine politique et économique ont dû faire face aux plus grandes perturbations ?

Les universités et les chercheurs doivent se rejoindre et développer des partenariats, partager des programmes, des capacités de recherche et des ressources au niveau de la formation. Des opportunités existent en créant des liens entre la tradition et la modernité, par exemple dans le domaine de la justice transitionnelle avec une concentration sur la notion islamique de pardon. La vérité, la justice et la réconciliation doivent être pratiqués dans un contexte arabe.

A cause de la complexité des relations intercommunautaires et des tensions sectaires, des études, effectuées avec précaution, des sources et des processus de polarisation intercommunautaire peuvent être utiles pour mettre à jour des étapes constructives, particulièrement si elles sont suivies par des initiatives de formation qui rassemblent les communautés religieuses locales et la société civile, accompagnées de praticiens religieux et de la construction de la paix d'environnements différents.

Un changement ne peut être réalisé sans la dé-sécurisation de l'Etat et l'établissement de limites pour les agences de sécurité nationale afin qu'elles ne contrôlent pas tous les aspects de la vie quotidienne en Egypte. « La notion d'Etat protecteur, loi incluse, dont le but est de servir le peuple n'est pas suffisamment enracinée dans le Moyen-Orient ». Etant donné que le concept de sécurité doit être reconstruit sur le respect de l'opinion populaire, de quelle

manière cette force peut-elle être contrôlée ? En Egypte et à travers le Moyen-Orient, l'appareil de sécurité étatique reste fort, et dans certain cas omnipotent ; il contrôle les pouvoirs exécutifs et judiciaires à différents degrés. Comme souligné par un des membres du panel, les agences canadiennes de sécurité nationale ont des liens avec celles du Moyen-Orient. Les canadiens affirment ne pas approuver la torture mais nos actions suggèrent une autre réalité. Il est important d'être attentif à cela lorsque que nous approchons la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord avec des programmes promouvant la démocratie.

La professionnalisation des agents légaux et du renforcement de la loi représente une grande opportunité pour un échange global de compétences. L'agence égyptienne de supervision législative n'est pas mandatée à imposer le partage d'informations ou le respect des recommandations. L'expertise et l'expérience canadienne dans le domaine légal pourrait permettre au législatif de jouer un plus grand rôle dans la balance des pouvoirs au sein des différentes branches du gouvernement, et permettrait de maintenir la transparence des pouvoirs législatif et exécutifs.

A travers la région, il existe un besoin désespéré de comprendre le rôle des tribunaux militaires en tant qu'outil de perpétuation de l'oppression sociale et politique. La portée de ces tribunaux est profonde, et dans leur forme actuelle, ils sapent l'autorité de la loi ainsi que son respect. Ils sont arbitraires et ne peuvent faire partie d'une société construite sur le droit et la justice. Le Canada peut prêter assistance aux groupes dans la région en insistant que leur vision judiciaire se concentre plus sur la promotion de la dignité et les valeurs de citoyenneté que la préservation du régime, ainsi que sur la manière de construire une argumentation basée sur le droit dans le but de défendre la dignité humaine. Il existe un fossé entre connaissance et action qui requiert un changement culturel incluant un dialogue avec la société civil et les officiels, et non un support technique à la communauté judiciaire uniquement.

La communauté internationale s'est trop concentrée sur le soutien électoral aux dépens du renforcement démocratique. Parce que l'attention des donateurs est souvent fragmentée et inconsistante, le développement d'une vision démocratique doit être soutenue par une approche basée sur un fond monétaire sécuritaire multi-gouvernemental qui permettrait une durabilité et une inclusion multisectorielle. Le succès des structures de gouvernance régionale repose sur l'impartialité des institutions durables et non sur les personnalités commodes temporaires. Les ressources doivent se concentrer sur le développement et la professionnalisation des groupes et des experts.

Le gouvernement canadien et les autres acteurs devraient fournir quelques encouragements pour d'autres groupes/intervenants à se rassembler afin de créer une stratégie sur ce qu'ils devraient faire, sur quels sujet ils peuvent travailler ensemble et de quelle manière ils peuvent rassembler leurs différentes ressources afin de voir au-delà des efforts individuels des donateurs.

Le peuple égyptien a montré sa résistance et sa capacité à s'administrer au-delà du régime de Moubarak, en particulier immédiatement après sa chute lorsque l'anarchie aurait pu régner sur le Caire. Les organisateurs de la place Tahrir ont réussi à inverser le destin hobbesien – affirmant qu'un vide étatique mène nécessairement au chaos.

Au niveau de la politique du gouvernement canadien, il n'existe pour le moment aucune indication sur la manière dont le gouvernement souhaite agir. Il est sans aucun doute que l'acteur le plus important au niveau du développement démocratique dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord – en termes de financement du moins – reste le gouvernement, même si le Moyen-Orient est la région d'intérêt principale des européens et des américains en termes économiques et politique, et ne l'est pas autant pour les canadiens. Il existe un besoin de créer un débat à propos des politiques gouvernementales du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord au Canada. Parce que la politique canadienne envers le Moyen-Orient est plus orientée vers le multilatéralisme et des organisations basées à Washington, il est difficile de trouver des individus, des officiels du gouvernement ou des politiciens avec qui travailler.

L'engagement canadien au Moyen-Orient est limité, épisodique et inconsistant. Si ce dont nous sommes les témoins est la réalité, comme Nathan Funk argumente, c'est « ... *un moment d'affirmation de ce qui a été accompli, et pour regarder vers le futur avec un esprit ouvert à de nouvelles possibilités* », un leadership politique est nécessaire afin de mobiliser et soutenir un engagement durable et constructif. C'est entièrement une question de volonté politique – qui a besoin de changer.

Quatrième panel : recommandations pour le futur et étapes à venir

Le dernier panel de la journée a été dédié aux recommandations. Les présentateurs et certains membres de l'audience ont suggéré des étapes qui pourraient et devraient être initiées. Ces dernières, ainsi que d'autres suggestions qui ont été mentionnées durant la journée, peuvent être trouvées ci-dessous.

Pour la société civile

1. Fournir un soutien aux organisations de la société civile égyptienne/tunisienne afin de leur permettre de consolider leurs forces ; un tel soutien peut provenir d'une aide technique ou des pistes de coordination.
2. Plaider en faveur du développement d'un plan de « fonds communs » du gouvernement canadien afin que les fonds recueillis pour le développement démocratique par les organisations de la société civile canadienne soient doublés.
3. Encourager le gouvernement canadien à soutenir les organisations de la société civile au Moyen-Orient et non uniquement les institutions multilatérales.
4. Le développement d'un partenariat académique et des liens d'université à université, augmentant la recherche collaborative favorisant le dialogue, les publications et les papiers politiques sur les valeurs démocratiques et les institutions. L'IDRC peut prendre la tête de telles initiatives.
5. Trouver des mécanismes à travers lesquels les débats sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord peuvent être favorisés entre la société civile canadienne et l'établissement politique du pays. Un dialogue national devrait être lancé sur la politique canadienne au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

6. La diaspora devrait être plus créative au niveau de l'envoi de fonds. Au lieu des habituels transferts de famille à famille, le soutien financier peut aussi être élargi aux ONG et aux initiatives de la société civile. Ainsi, la diaspora peut jouer un rôle plus institutionnel dans le développement de son pays d'origine.
7. Conduire un exercice d'identification et d'analyse dans le but de mieux comprendre la diaspora canadienne au Canada. Ce dernier devrait couvrir les groupes existants, les associations et les initiatives communautaires.

Pour le Gouvernement canadien

8. La conduite d'une évaluation des besoins à grande portée, multisectorielle et géographiquement inclusive dans le but de connaître les besoins et les priorités locaux ainsi que les possibles points d'accès canadiens avant de créer un engagement canadien et le déploiement d'une expertise canadienne. Il est important que nous soyons conscients des lacunes au niveau de la crédibilité canadienne, ainsi que les besoins locaux et la réceptivité afin que notre expertise soit bien reçue.
9. Le déploiement d'experts canadiens dans des domaines spécifiques (comme la gouvernance, la lutte contre la corruption) dans la région afin d'aider à la reconstruction postrévolutionnaire.
10. Étant donné le rôle majeur joué par la jeunesse et les femmes dans les révolutions, fournir un programme de soutien qui permettrait d'engager les groupes de jeunesse et les organisations orientées vers les femmes à un niveau panarabe et pan musulman régional, à partager des expériences, la technologie et le transfert de compétences, incluant des exemples comparatifs sur la manière de tenir les dirigeants responsables.
11. S'attaquer au problème de l'éducation constitutionnelle dans plusieurs parties du monde arabe en développant des campagnes de sensibilisation ainsi que des exercices de démocratisation qui engageraient les fondements des délibérations et l'appropriation du processus de rédaction constitutionnel et de l'agenda électoral. Il existe un besoin d'espace sociopolitique pour ouvrir de vastes discussions sur les amendements constitutionnels.
12. L'étude des nouveaux médias qui ont été utilisés pour la reprise de pouvoir, et l'augmentation de la capacité des acteurs à faire usage des nouveaux médias pour renforcer la transparence et les pratiques démocratiques. Il devrait exister un droit à la liberté de communication, d'inclure les pauvres et les exclus qui n'ont aucun accès à l'internet.
13. Le soutien de l'indépendance judiciaire non pas uniquement en fournissant une expertise technique mais en aidant à construire un environnement favorable au judiciaire qui est capable d'agir indépendamment et possède le courage et la conviction de faire face aux interférences politiques. Cela se traduit par un travail en collaboration avec la société civile et le pouvoir exécutif à des niveaux stratégiques pour créer un espace favorable et un pouvoir renforcé au niveau judiciaire.

14. Fournir une formation en formulation législative qui se concentre sur la promotion et la protection de la dignité humaine et non pas sur la préservation du régime.
15. Le développement d'un modèle de justice transitionnelle qui combine des principes islamiques, modernes et traditionnels, qui embrasse le concept de pardon tout en minimisant l'impunité. La réconciliation, la paix et la justice doivent être reflétées dans de telles initiatives. Une partie de ce projet consiste à avoir de plus amples discussions et initiatives qui visent la réforme du secteur de sécurité.
16. Selon le modèle du Bureau Andéen de Gouvernance Démocratique en Amérique Latine, établir un instrument régional similaire dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord.
17. L'utilisation du cadre de sécurité humaine et l'assurance que le soutien est multidimensionnel, grâce à l'usage du Rapport Arabe sur le Développement Humain en tant que base de l'analyse et de la programmation.
18. Inclure l'analyse de l'égalité des sexes dans toutes les programmations.
19. Le soutien aux relations entre institutions gouvernementales ainsi que le soutien à la formation au développement professionnel.
20. Le développement de recommandations politiques dans le but de protéger les minorités religieuses.
21. Le développement de programmes en rapport avec la jeunesse et les enfants afin que ces derniers ne soient pas exclus du processus démocratique et du dialogue qui est en train de forger leur future.

Présentateurs et modérateurs

Au Caire

Hossam Bahgat est le fondateur et directeur de l'Initiative Egyptienne pour les Droits de la Personne (EIPR), une organisation des droits de l'Homme basé au Caire dont le but est de protéger et promouvoir les droits personnels et libertés des individus et des communautés. Depuis 2002, l'EIPR a fait usage de la recherche, de recommandations et du recours à la justice afin de promouvoir et défendre le droit à la confidentialité, à la liberté de religion, à la santé et à l'intégrité corporelle. Avec une formation en science politique et droit international des droits de l'Homme, Bahgat est aussi le vice-président de l'Association Egyptienne contre la Torture, un membre associé du conseil de la nouvelle Fondation des Femmes Egyptiennes, un membre du Conseil du Réseau International pour les Droits Economiques, Sociaux et Culturels, et un membre du conseil d'administration du Fond Global pour les Droits de l'Homme. En 2010, Bahgat a obtenu le Prix Alison Des Forges pour activisme extraordinaire par Human Rights Watch.

Dr. Mustafa El-Labbad est le directeur du Centre de Recherche Indépendant pour les Etudes Stratégiques et Régionales Al-Sharq basé au Caire, qui se spécialise dans les relations entre le monde arabe, la Turquie et l'Iran. Dr. El-Labbad est aussi un journaliste syndiqué dans un des principaux journaux arabes, un commentateur télévisé fréquent sur la Turquie, l'Iran et le Moyen-Orient. Il détient un Doctorat en économie politique du Moyen-Orient de l'Université Humbolt, Berlin et parle arabe, allemand, anglais et persique.

Roula El-Rifai est une experte du Centre de Recherche sur le Développement International basé à Ottawa sur la question des réfugiés palestiniens et le processus de paix au Moyen-Orient ainsi que le processus de réforme dans le monde arabe. Elle a auparavant supervisé le groupe sur le Moyen-Orient, incluant la recherche politique sur la question des réfugiés palestiniens ; des bourses pour les femmes palestiniennes réfugiées au Liban ; et le fonds de bonne gouvernance du Moyen-Orient, qui se concentre sur les partis politiques et l'islam politique. Sa recherche actuelle se concentre sur le problème de compensation des réfugiés palestiniens, et sur les palestiniens habitant dans des pays d'accueil tels que le Liban, la Jordanie et la Syrie, en plus des processus de démocratisation dans le monde arabe.

May Telmissany est une professeure adjointe en cinéma et cultures du monde arabe à l'Université d'Ottawa. En février 2011, quelques jours après qu'Hosni Moubarak soit forcé de démissionner de son poste de Président d'Egypte, elle lança une initiative appelant à un Etat séculaire en Egypte ainsi qu'un site internet mettant en avant des articles et vidéos sur la question – www.dawlamadaneya.com. Sa publication la plus récente se compose d'un livre de mémoires appelé *Les Portes du Paradis* ainsi qu'un livre de textes et photographies, *Les Derniers Hammams du Caire*, les maisons d'ablutions construites durant la période des Mamelouk et qui sont en train de disparaître. Mme Telmissany est le co-auteur de *Contre-arguments : L'héritage d'Edward Saïd* avec Stéphanie Tara Schwartz, et l'auteur de plusieurs articles sur des réalisateurs de cinéma tels que Michel Khelifi, Nadir Moknèche, Amos Gitai, Deepa Mehta, Denys Arcand et Jean-Claude Lauzon.

A Ottawa

Lara Arjan est une professionnelle multilingue dans le domaine du développement international qui a énormément travaillé dans la région du Moyen-Orient sur un certain nombre de projets traitant de l'environnement et de la construction de la paix et la gouvernance. Elle a été avec succès le fer de lance des programmes pour la jeunesse et l'engagement civique, a développé des modules de formation et a conçu et livré des programmes de médias alternatifs. Arjan est actuellement l'agente régionale du Moyen-Orient et Maghreb pour Droits et Démocratie.

Reem Bahdi est une professeure de la Faculté de Droit de l'Université de Windsor, et enseigne des cours en relation avec l'accès à la justice, le droit de responsabilité délictuelle, et la torture et la sécurité nationale. Sa recherche se concentre sur la dimension des droits de l'Homme dans les lois de sécurité nationale et les politiques ainsi que l'accès à la justice au Moyen-Orient. Depuis 2005, elle codirige KARAMAH (un Projet sur l'Indépendance Judiciaire et la Dignité Humaine) en Palestine. Soutenu par l'Agence Canadienne de Développement International, KARAMAH fait la promotion de l'indépendance judiciaire et la dignité humaine dans la gestion de la justice à travers le système d'éducation judiciaire, la recherche et l'engagement direct de la société civile.

Haroun Bouazzi est un membre du groupe Collectif de Solidarité au Canada avec les luttes sociales en Tunisie et a aidé à organiser le grand rallye du 14 Janvier 2011 rassemblant plus de mille personnes en soutien à la révolution tunisienne, qui a mis fin aux cinq ans de règne du Président Zine Al-Abidine Ben Ali. Il est un intégrateur et concepteur de logiciels et est basé à Montréal.

Mazen Chouaib est le fondateur et directeur de CLIC-Consultants, une compagnie de consultation basée à Ottawa qui se concentre particulièrement sur le soutien aux organisations internationales et à la société civile au Moyen-Orient et en Afrique du Nord dans les domaines de la bonne gouvernance et la réforme démocratique. Il est actuellement engagé dans des projets au Yémen, au Bahreïn, au Liban, Irak et Egypte, où il travaille sur les questions de développement démocratique, de lutte anti-corruption, de réforme parlementaire et de protection du droit des minorités. Mazen est un associé du Centre Parlementaire depuis 2004 et est l'ancien directeur exécutif du Conseil National des Relations Canado-Arabes (NCCAR).

David Comerford est le Président du Conseil National des Relations Canado-Arabes et un spécialiste en gestion des projets en développement international et évaluation avec de l'expérience dans plus de 20 pays. En tant que spécialiste du Moyen-Orient, il a visité, vécu et étudié dans plus pays du monde arabe incluant la Jordanie, le Koweït, Qatar, Bahreïn, Oman, les Emirats Arabes Unis, le Liban, la Palestine, l'Egypte, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc. La plus grande partie de son travail se concentre sur des initiatives relatives à l'éducation formelle et informelle ainsi que le secteur de la formation professionnelle. Il a aussi obtenu des postes de direction outre-mer et au Canada avec Oxfam-Québec, El Taller International, le Bureau Canadien pour l'Education Internationale et CUSO. Il travaille actuellement comme consultant indépendant et conseiller avec Integrated Development Enterprise Associates (IDEA) dans la région de la capitale nationale.

Dr. Nathan Funk est un professeur adjoint en étude de conflits et de la paix à l'Université Conrad Grebel à Waterloo. Il est l'auteur et coauteur d'un certain nombre d'écrits sur la résolution de conflits internationaux, avec une spécialisation spécifique sur les processus de dialogue officieux de « type deux », les relations entre l'ouest et l'islam, les conflits identitaires, et le rôle des facteurs religieux et culturels dans le développement de la capacité de la consolidation de la paix. Il a vécu au Moyen-Orient et en Asie du Sud, crée des cours sur internet sur la résolution de conflits et la paix, et a travaillé sur des projets de recherche et formation pour l'Institut de Paix des Etats-Unis. Actuellement, il est membre du conseil d'administration de deux ONG canadiennes, Paix Durable : le Réseaux Canadien pour la Consolidation de la Paix et le Projet Ploughshares. Ses publications incluent *Ameen Rihani : Réduire le fossé entre Est et Ouest* et *l'Islam et le maintien de la paix au Moyen-Orient*. Il a obtenu son Doctorat en relations internationales (2000) à l'Ecole supérieure américaine de Services Internationaux à Washington D.C. Il détient également une License en études communautaires globales du Collège Gustavus Adolfus.

Adel Iskandar est un académique en études arabes au centre d'études arabes contemporaines et de communication culturelle et de programme technologique à l'Université Georgetown, Washington D.C. Sa recherche se concentre sur les médias et la communication et il est l'auteur et coauteur de plusieurs écrits incluant *Al-Jazeera : histoire du réseau qui secoue les gouvernements et redéfinit le journalisme moderne* (Basic Books), le premier livre sur le réseau. Le travail du Professeur Iskandar traite des médias, de l'identité et de la politique. Il a aussi largement enseigné sur ces sujets dans les universités d'une vingtaine de pays. Ses deux livres à venir sont sur le rôle des nouveaux médias et la dissidence dans le monde arabe. Iskandar est le directeur exécutif de l'ONG sur le développement médiatique nouvellement établie – Voix Internationales Sans Frontières.

Grant Kippen a passé les trente dernières années à être impliqué dans des activités de renforcement des politiques électorales et démocratiques. Au niveau international, Grant a travaillé en Afghanistan, Algérie, Bangladesh, Cambodge, Egypte, Géorgie, Jordanie (en soutien aux élections irakiennes de 2005), République du Kurdistan, au Timor-Leste et en Moldavie, Népal, Pakistan, Soudan et Ukraine. Durant ce temps, il a été employé par les Nations Unies, la Fondation Internationale pour le Système Electoral, l'Institut Démocratique National, l'Organisation Internationale de Migration, Elections Canada et le Département Canadien des Affaires étrangères. Il a été le Président de la campagne de la commission de plaintes électorale en Afghanistan durant les élections présidentielles et du conseil provincial et les élections de Wolesi Jirga et du conseil provincial en 2005. Il a écrit un certain nombre d'articles sur les questions d'e-démocratie, financement électoral au sein des pays post-conflit, l'impact de la technologie de l'information sur les campagnes électorales ainsi que les élections et la démocratie en Afghanistan. Il est le Président du Groupe Hillbrooke et un membre du Centre d'Etude Démocratique, Faculté d'études publiques, Université de Queen's, Kingston, Canada.

Mokhtar Lamani est un diplomate international distingué d'origine marocaine. Il a servi en tant qu'Ambassadeur de la Ligue Arabe en Irak, et a obtenu plusieurs autres positions avec le Secrétariat Général de la Ligue (1980 – 1997/ 2006 – 2007) et a été l'Observateur Permanent pour l'Organisation de la Conférence Islamique aux Nations Unies. Il a dirigé des efforts de médiation entre l'Irak et le Koweït sur la question de l'échange des prisonniers de guerre et a

agi en tant que coordinateur dans les processus de dialogue arabes-africains et arabes-européens.

Samuel Rizk travaille actuellement en tant que conseiller en développement et paix pour le Programme des Nations Unies pour le Développement au Soudan. De Septembre 2009 à Avril 2010, il a servi en tant que conseiller en prévention des conflits avec PNUD au Yémen. Début 2000, Samuel a été l'un des membres fondateurs et directeur exécutif du Forum pour le Développement, la Culture et le Dialogue, une ONG régionale basée à Beyrouth travaillant sur des initiatives de résolution de conflits, de renforcement du pouvoir des communautés et les relations interreligieuses dans le monde arabe. Durant ce temps, il a aidé à établir et diriger le Partenariat Arabe pour la Prévention des Conflits Armés et la sécurité humaine ainsi que coordonner son travail avec le Partenariat Global pour la Prévention des Conflits Armés. Son expérience antérieure inclus aussi travailler avec le Conseil des Eglises au Moyen-Orient en Egypte et au Liban sur les questions de justice, paix et droits de l'Homme, ainsi que le Centre d'Etudes de Développement Ibn Khaldoun au Caire en tant qu'éditeur en chef du bulletin en anglais *La Société Civile et la Démocratisation dans le Monde Arabe*.

Modérateurs

Peter Jones est un professeur adjoint à l'Ecole supérieure des affaires publiques et administratives à l'Université d'Ottawa. Avant de rejoindre l'Université en 2005, il a travaillé en tant qu'analyste pour le secrétariat pour la sécurité et l'intelligence du Conseil Privé Canadien et a auparavant obtenu des postes liés aux affaires internationales et la sécurité au département des Affaires Etrangères, le Bureau du Conseil Privé, et le Département de la Défense. Expert renommé en sécurité au Moyen-Orient et un praticien de la diplomatie de type deux, il est un membre de plusieurs de centres de recherche, incluant le Centre des relations Transatlantiques à l'Ecole Paul H. Nitze d'Etudes Avancées de l'Université John Hopkins et le Centre Régional de la Prévention du Conflits de l'Institut Jordanien pour la Diplomatie à Amman, Jordanie. Il détient un Doctorat en études de la guerre du King's College à Londres, ainsi qu'une Maîtrise en études de la guerre du Collège Royal Militaire au Canada.

Ann Weston est la directrice de la Division des Initiatives Spéciales au Centre de Recherche sur le Développement International. Economiste de formation, elle est une experte sur les questions du commerce et de la pauvreté et a travaillé dans de nombreux pays en voie de développement. Elle est largement publiée et possède une richesse d'expériences en recherche, formation évaluation et administration. A IDRC, elle supervise le Programme Canadien de Partenariats, qui facilite la participation canadienne dans les réseaux de recherche internationaux, ainsi que le Programme de Bourses et de Prix, qui fournit un soutien financier aux universitaires canadiens et dans les pays en voie de développement. Elle a travaillé à l'Institut anglais de Développement Outre-mer, le Secrétariat du Commonwealth à Londres, l'Institut Nord-Sud et a entretenu une collaboration de longue date avec l'Association Canadienne pour l'Etude du Développement International. Ann détient une Maîtrise en sciences en économie de l'Ecole supérieure d'Etudes Orientales et Africaines de l'Université de Londres.

Marc Lemieux a travaillé dans le domaine de l'administration des programmes de gouvernance et d'implémentation de politiques, du soutien aux élections à l'étranger et des initiatives liées au fédéralisme depuis sa participation à la mission des Nations Unies au

Cambodge en 1993. Il a travaillé en Irak en tant que coordinateur régional avec la Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux (2004 – 2005) et a par la suite été le directeur des programmes de fédéralisme irakien puis pakistanais au Forum des Fédérations (2006 – 2010). En 2009, il a évalué le Fond de Bonne Gouvernance du Moyen-Orient sur 5 ans financé par l'ACDI et IDRC. Il est l'auteur d'articles et chapitres de livres qui examinent les élections et la consolidation démocratique en Irak et en 2008 et 2009, il fut un professeur associé de l'Université d'Ottawa pour le séminaire de maîtrise sur la promotion de la démocratie à l'Ecole supérieure d'affaires publiques et internationales. Marc détient une maîtrise en relations internationales de l'Université McGill.

Razmik Panossian est l'ancien directeur des politiques programmes et planification à Droit et Démocratie où il a géré la programmation internationale de l'organisation. Avant son retour d'Angleterre au Canada en 2003, il a enseigné des cours sur le nationalisme et les conflits ethniques, la transition/démocratisation postsoviétique, et les politiques comparatives à l'Ecole supérieure d'économie et de science politique de Londres et l'Ecole supérieure d'Etudes Orientales et Africaines. Il a obtenu sa Licence de l'Université McGill (Montréal), sa Maîtrise de l'Université de York (Toronto) et son Doctorat de l'Ecole supérieure d'Economie de Londres (avec une thèse qui a remporté le prix Lord Bryce pour la meilleure dissertation en politique internationale et comparative dans le Royaume-Uni). Son livre, *Les arméniens : De Rois et Prêtres à Commerçants et Commissaires*, a été publié en 2006 par la Columbia University Press/ Hurst & Co. Il a publié un livre, dont il est le coauteur, de documents politiques nommé *la Gouvernance de la Diversité : les Solution Démocratiques dans les Sociétés Multiculturelles* (2007).